

Présentation du Rapport annuel

DR AHMED AL-MANDHARI
DIRECTEUR RÉGIONAL
DE L'OMS POUR LA MÉDITERRANÉE ORIENTALE

à la

SOIXANTE-SEPTIÈME SESSION DU COMITÉ RÉGIONAL DE L'OMS

Le Caire (Égypte), 12-13 octobre 2020

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

Excellences les Ministres de la Santé et les Chefs de délégation, Monsieur le Directeur général, Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur et le plaisir de vous présenter le rapport annuel portant sur l'activité de l'OMS dans la Région de la Méditerranée orientale.

Ce document couvre l'année 2019. Mais dans ma présentation aujourd'hui, je dois aborder des événements plus récents – ainsi que l'avenir.

Ces derniers mois, la COVID-19 a bouleversé nos vies. Les économies et les sociétés ont été massivement perturbées. Les systèmes de santé et les responsables de la santé occupent le devant de la scène comme jamais auparavant.

Le monde nous observe.

Près de 2,5 millions de cas de COVID-19 ont été confirmés à ce jour dans notre Région. Plus de 63 000 vies ont été perdues. Et ces chiffres ne cessent d'augmenter.

L'impact sur les systèmes de santé est vraiment alarmant. L'accès aux soins de santé est mis à mal. Les services essentiels tels que la vaccination, la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant, ainsi que la prise en charge des maladies chroniques ont été gravement affectés. La confiance dans les messages de santé publique est menacée par les rumeurs et les fausses informations.

En vérité, les conséquences à long terme risquent d'être graves.

Cependant, le message que je souhaite vous adresser aujourd'hui, c'est que nous pouvons relever ces défis. Nous pouvons transformer cette expérience en une opportunité de changement positif.

La pandémie a mis à l'épreuve les systèmes et les services de santé. Elle nous montre les points auxquels nous devons nous attaquer.

Elle stimule également l'innovation dans la prestation de soins de santé.

Il s'agit d'une chance qu'il ne faut pas laisser passer pour mobiliser un soutien en faveur de l'investissement dans la santé. La mise en place de systèmes de santé résilients et de qualité est coûteuse. Mais comme nous l'avons tous vu, le prix à payer si nous n'investissons pas dans ces domaines pourrait être beaucoup plus élevé. Le Fonds monétaire international estime que le PIB chutera de 4,7 % dans notre Région cette année en raison de la COVID-19, avec une baisse de 13 % dans les pays fragiles et touchés par des conflits.

Aujourd'hui, je souhaiterais donc analyser les défis et les opportunités liés à la situation actuelle. Comment faire face à la pandémie tout en accélérant les efforts pour concrétiser nos engagements et réaliser les Objectifs de développement durable ?

Je suis convaincu du fait que notre vision régionale de la Santé pour tous et par tous est plus pertinente que jamais. Cette pandémie a démontré que pour protéger les communautés, nous ne devons laisser personne pour compte. Si la santé d'une seule personne est menacée, cela peut facilement entraîner une menace pour tout le monde.

Je considère également que les priorités stratégiques énoncées dans le Treizième programme général de travail et la stratégie régionale de l'OMS demeurent le meilleur moyen pour réaliser notre vision.

Permettez-moi de justifier mon propos.

*

Comme vous vous en souvenez, notre première priorité stratégique consiste à **faire progresser la couverture sanitaire universelle** (CSU), afin que chacun puisse accéder aux services de santé essentiels de qualité dont il a besoin sans être confronté à des difficultés financières.

La Méditerranée orientale était devenue la première Région de l'OMS à s'engager en faveur de la CSU lorsque tous nos pays ont signé le Pacte mondial de la CSU2030 en 2018. Cet engagement a été renforcé par la Déclaration de Salalah la même année. Pour avancer, nous devons élaborer dès maintenant des feuilles de route spécifiques aux pays pour faire progresser la couverture sanitaire universelle et assurer leur mise en œuvre efficace.

Notre objectif est de faire en sorte qu'au moins 100 millions de personnes supplémentaires habitant dans la Région bénéficient de la couverture sanitaire universelle à l'horizon 2023.

Malheureusement, nous n'avons pas fait assez de progrès même avant la pandémie actuelle. Selon les données mondiales les plus récentes, la couverture sanitaire dans la Méditerranée orientale est bien inférieure à celle de nombreuses autres régions de l'OMS, avec moins de 60 sur 100 selon l'indice de couverture des services liés aux ODD.

En raison de toutes les perturbations qui touchent les services et les systèmes de santé, la pandémie a sûrement aggravé la situation, du moins à court terme.

Mais nous ne pouvons pas nous permettre de céder au découragement. Nous devons rester concentrés sur notre objectif.

La pandémie nous a montré à tous que la CSU et la sécurité sanitaire sont vraiment les deux faces d'une même pièce. Nous devons investir dans l'édification de systèmes de santé résilients en vue de la couverture sanitaire universelle et la sécurité sanitaire, en investissant dans les fonctions de santé publique essentielles.

L'OMS collabore avec chaque pays de la Région pour identifier les lacunes et les faiblesses de vos systèmes de santé et vous aider à y remédier.

Les enseignements tirés pendant la pandémie ont, une fois de plus, souligné l'importance des soins de santé primaires. Tandis que, la prise en charge hospitalière des patients les plus gravement malades a tendance à faire les gros titres, les soins de santé primaires efficaces sont essentiels au diagnostic et au suivi des cas légers et modérés de COVID-19 et au maintien des services de santé essentiels.

La COVID-19 a créé des obstacles en matière d'accès aux soins de santé primaires, mais elle a également donné jour à de nouvelles façons intéressantes de contourner ces obstacles et de fournir des services. La télémédecine et la cybersanté sont désormais utilisées dans de nombreux pays de la Région.

L'OMS s'est efforcée de mettre au point des solutions novatrices. De concert avec nos institutions sœurs des Nations Unies et l'Organisation mondiale des médecins de famille, nous avons récemment mis au point un cours de formation en ligne visant à doter le personnel des soins de santé primaires des compétences et des connaissances dont il a besoin à l'ère de la COVID-19. Plus de 5000 médecins se sont déjà inscrits.

Nous examinerons toutes ces innovations et en tirerons les enseignements afin de nous permettre de mieux reconstruire.

La pandémie a également souligné l'importance suprême des personnels de santé. Partout dans la Région, les professionnels de la santé ont fait face à cette menace mortelle avec courage, compétence et dévouement. Non moins de 33 000 personnes ont été infectées et beaucoup trop ont sacrifié leur propre vie alors qu'elles luttait pour sauver celle des autres.

Nous ne devons épargner aucun effort pour éviter de nouvelles pertes tragiques. Nos agents de santé nous protègent. Nous devons les protéger à notre tour.

Nous devons nous assurer que tous les agents de santé disposent d'équipements de protection individuelle adéquats. Nous devons également renforcer la prévention et la lutte anti-infectieuses dans tous les établissements de soins de santé. Nous devons fournir des conseils et un soutien psychosocial efficaces.

Et pour que cela se produise, des programmes de prévention et de lutte anti-infectieuses solides doivent être intégrés dans les systèmes de santé nationaux pour servir d'orientation et fournir des conseils.

Nous devons également nous assurer de recruter les professionnels de santé dont nous avons besoin pour l'avenir. J'ai eu l'honneur d'être contacté à ce sujet par Son Altesse Royale la Princesse Muna Al-Hussein. Comme l'a souligné Son Altesse Royale, « Il n'y a pas de couverture sanitaire universelle sans un personnel de santé solide, en particulier les personnels infirmiers et les sages-femmes ».

Pourtant, dans de nombreux pays de la Région, le nombre de médecins, de personnels infirmiers et de sages-femmes par habitant reste bien en deçà de la cible fixée. Lors de la session du Comité régional de l'année dernière, les États Membres ont répondu à ce défi en donnant leur aval à un appel à l'action audacieux visant à renforcer les personnels infirmiers.

Cette année marque l'Année internationale des sages-femmes et du personnel infirmier. Il vous faut honorer l'engagement que vous avez pris. Vous devez redoubler d'efforts pour recruter, former et fidéliser les personnels infirmiers et les sages-femmes dont nous avons besoin dans toute la Région.

C'est l'un des meilleurs investissements que vous puissiez faire.

Afin de réaliser la couverture sanitaire universelle, il faut s'efforcer de prévenir et de maîtriser les maladies.

L'amélioration de la prévention des maladies transmissibles, ainsi que de la préparation et la riposte à ce type de maladies, est un élément central de notre stratégie, et la pandémie a démontré à quel point ceci est important. Nous ne pouvons jamais baisser la garde. Les épidémies et les pandémies peuvent rapidement perturber les sociétés et les économies et entraîner des menaces mondiales.

Nous avons réalisé des progrès considérables en matière de vaccination grâce à des années d'efforts concertés. Dans la plupart de nos pays, les programmes de vaccination constituent la base des soins de santé primaires. Quatorze pays de la Région ont maintenu l'objectif d'une couverture vaccinale de 90 % au niveau national par la troisième dose du vaccin antidiphtérique-antitétanique-anticoquelucheux en 2019.

La COVID-19 a menacé de faire dérailler ces progrès, entravant notre capacité à fournir des services à ceux qui en ont le plus besoin. La plupart des campagnes de vaccination et de nombreuses activités extra-institutionnelles ont été suspendues au printemps.

Mais nous commençons à nous remettre sur les rails. Nous entretenons une étroite liaison avec les pays pour recenser les perturbations des services, modéliser l'impact probable sur la couverture des populations et atténuer les conséquences.

L'investissement dans les services de vaccination les a rendus plus résilients. Nous pouvons et devons investir dans la résilience des autres services.

La riposte face à la pandémie constitue une occasion d'améliorer encore les services de vaccination. Par exemple, le mois dernier, nous avons fourni un appui à une campagne intégrée multi-antigènes en Somalie pour administrer de la vitamine A en plus des vaccins contre la rougeole et la poliomyélite.

Et nous avons mis au point d'autres modèles d'administration comme les visites à domicile et la participation communautaire afin de maintenir la prestation des services pour les personnes sous traitement à long terme, y compris les patients atteints de tuberculose, de VIH et d'hépatite, et ceux atteints de maladies non transmissibles.

Nous cherchons aussi à trouver et à exploiter d'autres possibilités afin de faire face à cette situation extraordinaire.

La pandémie a renforcé le profil de certains systèmes et services de santé cruciaux.

Les systèmes de surveillance intégrée des maladies sont essentiels non seulement pour gérer la riposte à la pandémie, mais aussi pour appuyer l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes dans tous les programmes de santé publique.

Les laboratoires de santé jouent un rôle crucial dans le dépistage, l'analyse et le suivi des flambées épidémiques et de nombreuses autres maladies.

Il s'agit de systèmes qui permettent de sauver des vies, exigés par le Règlement sanitaire international, mais qui n'ont pas toujours reçu l'attention qu'ils méritent. La pandémie est un signal d'alarme. Nous devons nous assurer, une fois pour toutes, qu'ils reçoivent un soutien total.

Ce qui peut sembler le plus pertinent, c'est l'expérience récente qui a souligné l'importance de la coopération régionale et internationale dans la production et la fourniture de médicaments et de vaccins.

Si rien n'est garanti à ce stade, il existe un réel espoir qu'un vaccin sûr et efficace puisse être mis au point contre la COVID-19. L'OMS a coordonné les efforts internationaux pour accélérer les progrès dans l'identification des candidats les plus prometteurs, avec une grande participation des pays de notre Région.

Lorsque éventuellement un vaccin aura été trouvé, le Mécanisme COVAX s'assurera que des stocks suffisants sont disponibles dans le monde entier, y compris dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Les pays devront élaborer et appliquer des plans de distribution nationale et de prestation efficace des services. Cela constituera un autre défi pour les programmes de vaccination nationaux, mais si nous y parvenons, nos systèmes seront considérablement renforcés.

Nous pouvons apprendre beaucoup de cette expérience. Il est tout à fait possible d'améliorer l'accès aux médicaments et aux vaccins essentiels dans notre Région. Demain, nous présenterons une nouvelle stratégie régionale visant à soutenir les améliorations dont nous avons besoin, y compris de nouveaux mécanismes tels que les achats groupés.

Il s'agit d'une proposition ambitieuse, mais le moment est venu.

*

Notre deuxième priorité stratégique consiste à **protéger les populations face aux situations d'urgence sanitaire**. Il s'agit d'une priorité de longue date et d'un défi pour notre Région, mais son importance est plus évidente que jamais.

Lorsque la COVID-19 a frappé, la moitié de nos pays étaient déjà touchés par des situations d'urgence. Les systèmes de santé sont fragiles et des dizaines de millions de personnes déplacées sont extrêmement vulnérables face à ce nouveau risque.

Je suis fier de la manière dont l'OMS, nos pays et nos partenaires se sont mobilisés pour protéger les populations de cette Région.

En février, nous avons élaboré et publié un plan pour orienter les efforts de préparation et de riposte à un stade précoce.

De plus, nous avons mis en place des structures efficaces pour coordonner la mise en œuvre de ce plan.

Et nous travaillons sans relâche aux trois niveaux de l'OMS afin de faire face à cette nouvelle urgence.

Les efforts de riposte ont été d'une ampleur considérable. Les activités de l'OMS vont de la collecte et de l'analyse de données à la transmission d'informations fiables aux médias et aux communautés, en passant par la formulation de recommandations sur des questions politiques et techniques à l'appui à des interventions sur le terrain.

Une fois de plus, notre plateforme logistique de Dubaï a fait ses preuves bien au-delà de notre Région. Il s'avère donc important de mentionner que 324 livraisons de fournitures essentielles ont été effectuées à ce jour, à destination de 108 pays.

Tout ceci a été possible grâce à une étroite collaboration avec nos États Membres, nos institutions sœurs des Nations Unies et de nombreux autres partenaires et donateurs. Permettez-moi de saisir l'occasion qui m'est offerte pour remercier les donateurs affiliés aux États Membres tels que le Centre d'aide humanitaire et de secours du Roi Salman (KSRelief), le gouvernement des Émirats arabes unis, le gouvernement du Koweït et le Fonds du Qatar pour le développement.

Ensemble, nous avons obtenu des résultats remarquables.

Près de 40 millions de personnes ont été testées.

Plus de deux millions de cas confirmés ont guéri de la maladie.

Plus de trois millions d'agents de santé ont reçu des équipements de protection individuelle grâce à nos efforts.

En affrontant des situations d'urgence à une échelle colossale pendant de nombreuses années, l'OMS et ses partenaires ont acquis une expertise importante.

Depuis des années, nous nous employons à améliorer la préparation et la riposte face aux situations d'urgence en renforçant les principales capacités requises par le Règlement sanitaire international.

Si nous parvenons à mettre les capacités à niveau dans chaque pays, notre Région pourrait apporter une contribution majeure à la réalisation de l'objectif mondial de l'OMS consistant à protéger un milliard de personnes supplémentaires face aux situations d'urgence sanitaire à l'horizon 2023.

Cependant, l'expérience a montré que, dans de nombreux cas, les capacités requises en vertu du RSI ne sont pas suffisamment développées. L'investissement dans les plans d'action nationaux pour la sécurité sanitaire s'est avéré insuffisant.

La pandémie a mis au jour des lacunes majeures dans nos systèmes. Le respect des procédures du RSI a été bien en deçà de ce qui était attendu. Nous devons œuvrer sans relâche pour combler ces lacunes. Après tout, il est de notre responsabilité d'assurer la sécurité de nos populations.

Bien que la pandémie ait absorbé la majeure partie de notre temps et de notre énergie au cours des neuf derniers mois, nous ne pouvons pas oublier les 71 millions de personnes qui ont besoin d'une aide humanitaire dans toute la Région. La plupart d'entre eux sont pris dans des conflits prolongés tout en ayant un accès limité à des soins de santé de qualité. Ces populations sont parmi les plus vulnérables au monde. De ce fait, il est de notre devoir de faire tout notre possible pour répondre à leurs besoins sanitaires et veiller à ce qu'elles ne soient pas laissées de côté.

Afin de renforcer la préparation aux situations d'urgence, nous avons mis au point un nouveau cadre stratégique pour la prévention des maladies infectieuses émergentes et à potentiel épidémique et la lutte contre ces maladies. L'importante contribution apportée par les points focaux nationaux a permis de finaliser ce cadre, et nous inviterons les États Membres à l'adopter dès demain.

Mesdames et Messieurs,

Il existe une urgence de longue date pour laquelle le monde compte désormais sur nous seuls : je veux parler de la poliomyélite.

En août, l'éradication du poliovirus sauvage a été confirmée dans la Région africaine de l'OMS. Il s'agit d'une excellente nouvelle. Mais en même temps, cela intensifie davantage la demande qui s'exerce sur nous pour achever cette mission.

La Méditerranée orientale est désormais la seule Région où la poliomyélite demeure endémique. Nous nous sommes rapprochés irrésistiblement de notre objectif de l'éradiquer définitivement, mais le nombre de cas recommençait déjà à augmenter l'année dernière et la pandémie de COVID-19 aura certainement entraîné une nouvelle augmentation.

Malgré tous nos efforts, les activités de surveillance et de vaccination ont été compromises. Mais nous les reprenons aussi vite que possible sans nous exposer à des risques. Nous mettons également à profit nos importants acquis en matière de lutte contre la poliomyélite dans le but de soutenir d'autres services touchés ainsi que pour appuyer les efforts de riposte face à la pandémie de COVID-19.

À cet égard, je voudrais maintenant faire une pause et rendre hommage à un collègue de l'OMS, M. Zamanuddin Shams, Responsable de district, en charge de l'éradication de la poliomyélite en Afghanistan, qui est malheureusement décédé samedi 3 octobre 2020.

M. Shams est le troisième membre du personnel du programme de lutte contre la poliomyélite à avoir perdu la vie durant cette pandémie. À l'instar de ses collègues – et comme tant d'autres agents de santé de la Région – il a œuvré sans relâche pour sauver des vies, prenant sciemment des risques pour sa propre santé et pour sauver celle d'autres personnes.

Honorons leur mémoire en accomplissant le travail important auquel ils étaient tant dévoués.

L'année dernière, l'OMS a établi en Jordanie une plateforme qui accueille des représentants de tous les organismes partenaires de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite afin de galvaniser l'appui à l'éradication de cette maladie en Afghanistan et au Pakistan.

Cette année, nous proposons de créer un nouveau Sous-Comité pour l'éradication de la poliomyélite et la riposte aux flambées afin de maintenir un soutien de grande envergure en faveur de cette activité cruciale.

J'appelle nos États Membres et nos partenaires à soutenir très activement ces nouvelles structures.

En raison de la COVID-19, nous avons encore une fois été témoins de la manière dont une flambée dans un pays peut s'intensifier très rapidement. Tant que la poliomyélite existe dans un pays, quel qu'il soit, elle constitue un danger mondial.

De ce fait, nous devons mener à bien notre mission et parvenir à un monde exempt de poliomyélite.

*

Notre troisième priorité stratégique consiste à **promouvoir la santé et le bien-être**. Cela constitue un défi, dans la mesure où plusieurs secteurs doivent collaborer pour s'attaquer aux causes profondes de la mauvaise santé.

Un encadrement politique courageux et clairvoyant est donc nécessaire pour entreprendre des changements qui peuvent être contestés et dont les retombées ne seront peut-être pas immédiates.

Malheureusement, la Région n'a pas fait suffisamment de progrès pour atteindre nos cibles. Malgré les progrès réalisés ces dernières années, des indicateurs tels que la mortalité maternelle, néonatale et infantile ne sont pas en bonne voie.

Mais la pandémie représente une opportunité de renforcer le soutien apporté à cet égard. Une riposte efficace face à la COVID-19 exige exactement ce que nous préconisons depuis des années. Nous avons tous vu la valeur réelle des interventions telles que la promotion de la santé, la santé dans toutes les politiques et une approche pangouvernementale et pansociétale.

Nos stratégies d'engagement communautaire ont été testées. De ce fait, nous avons constaté qu'elles sont efficaces. Nous avons également pu identifier des partenaires clés pour atteindre des communautés entières. Là où nous avons mis en œuvre le programme Villes-santé, nous avons pu observer une réponse beaucoup plus coordonnée à la pandémie.

Nous avons même vu certaines parties en conflit mettre de côté leurs différences pour se concentrer sur la menace que constitue la COVID-19. Ces exemples où l'on peut voir la santé servant de passerelle vers la paix sont rares et fragiles, mais ils démontrent l'approche que nous promouvons à travers notre nouvelle initiative Santé et Paix.

Des politiques qui semblaient impensables il y a quelques mois se généralisent aujourd'hui. Dix-sept de nos pays ont interdit de fumer le narguilé dans les lieux publics. De nombreux pays investissent dans des plateformes en ligne et des services téléphoniques pour fournir un appui en matière de santé mentale.

Faisons en sorte que ces changements soient mis en place de façon permanente.

En dépit de toute la douleur, le confinement a eu un grand avantage. Les niveaux de pollution atmosphérique ont chuté de manière spectaculaire dans toute la Région cette année. Les populations ont eu l'occasion de voir un avenir plus prometteur et plus frais. Ceci permettra de mobiliser le soutien en faveur des réformes nécessaires à la création d'un monde plus écologique dans lequel la santé sera meilleure.

Mais bien évidemment, tous ces gains ont eu un coût énorme – tant pour les services de santé que pour la vie économique et sociale. La pandémie a porté un double coup à des millions de personnes souffrant d'incapacités ou de maladies non transmissibles. Non seulement leur état de santé les expose à un risque supplémentaire s'ils sont infectés par la COVID-19, mais trop souvent les services dont ils ont besoin ont été mis à mal.

Pendant ce temps, la perturbation a créé de nouveaux risques ainsi que de nouvelles demandes en matière de santé. Les troubles mentaux et les maladies liées au stress constituent une préoccupation majeure. Les taux de violence domestique à l'encontre des femmes et des enfants ont augmenté de 60 % et les personnes handicapées ont été victimes de discrimination et de mauvais traitements.

L'OMS s'emploie à soutenir la continuité des services de santé essentiels en fournissant des orientations politiques, des produits d'information ainsi qu'un appui technique. De plus, nous déployons des efforts pour atteindre et protéger les plus vulnérables.

Il s'agit d'un élément crucial de notre réponse face à la pandémie.

Mais nous ne devons pas perdre de vue notre objectif qui consiste à améliorer la santé à long terme. Parallèlement à des actions urgentes pour faire face aux risques les plus immédiats, nous devons continuer à nous battre pour apporter un changement permanent.

Dans le cadre de cette activité, nous avons élaboré un nouveau cadre d'action stratégique en vue d'améliorer l'accès aux technologies d'assistance dans la Région. Nous invitons les États Membres à adopter ce nouveau cadre et à soutenir sa mise en œuvre.

De même, nous attendons avec impatience une autre étape importante au début de l'année prochaine lorsque la Commission régionale sur les déterminants sociaux de la santé rendra son rapport. Sous la présidence du Professeur Sir Michael Marmot, une équipe d'experts originaires de notre Région et d'ailleurs, a passé en revue les inégalités en matière de santé auxquelles nos populations sont confrontées et a identifié des moyens de les surmonter.

Je crains que ces recommandations ne soient difficiles à appliquer pour nombre d'entre nous, y compris pour l'OMS.

Mais je suis convaincu que nos États Membres ne seront pas dissuadés de remplir notre mission de promotion de la santé.

Nous avons tous vu les bénéfices que nous en tirons en fin de compte.

*

Enfin, notre dernière priorité stratégique consiste à **transformer l'OMS** elle-même pour faire en sorte que nous utilisions au mieux nos ressources limitées afin d'avoir le maximum d'impact positif dans les pays.

Une fois de plus, nos objectifs stratégiques semblent plus nécessaires que jamais à la lumière de la pandémie.

Nous aidions déjà les pays à renforcer leurs systèmes d'information sanitaire et à utiliser efficacement les données et la recherche dans l'élaboration de politiques fondées sur des bases factuelles.

Ce point sera encore plus important dans les mois et les années à venir, lorsque les services de santé seront rétablis. À l'heure actuelle, nous ne disposons tout simplement pas des données de qualité dont nous avons besoin pour déterminer si les services atteignent toutes les parties de la société.

Nous étions déjà en train de reconfigurer notre structure et nos opérations pour mieux répondre aux besoins de nos pays. Nous avons réalisé un examen fonctionnel systématique de la situation dans les pays, et maintenant, nous sommes en train de réaligner nos bureaux de pays et d'ouvrir de nouveaux bureaux.

Des ressources supplémentaires importantes seront transférées au niveau des pays, pour créer une valeur ajoutée maximale sur le terrain, et nous nous efforcerons d'obtenir davantage de ressources à l'appui de cette activité.

Nous proposons une procédure révisée en vue de l'élaboration du budget programme du prochain exercice biennal, afin de tenir compte de la pandémie. La proposition prévoit de prolonger le cadre temporel du treizième Programme général de travail de 2023 à 2025, ce qui nous donne deux années supplémentaires pour nous rétablir et réaliser les objectifs du « triple milliard ».

Un document distinct explique tout cela de manière bien plus détaillée et j'attends avec impatience les commentaires des États Membres.

Nous chercherons également à exploiter les innovations stimulées par la pandémie pour améliorer nos opérations, par exemple grâce au recours à des plateformes en ligne au lieu de l'organisation coûteuse de réunions en présentiel ainsi qu'en élargissant le rôle des équipes transversales d'appui aux pays qui ont été mises en place pendant la pandémie.

Pour réaliser une action prioritaire indiquée dans notre *Vision 2023*, nous avons déjà mis en place un nouveau département chargé de la communication, de la mobilisation des ressources et des partenariats afin de rationaliser et renforcer ces trois domaines de travail étroitement liés. Cela fait partie de notre changement de paradigme, qui est passé de structures et programmes verticaux à des structures et programmes intégrés, les rendant plus stratégiques, productifs et efficaces.

Nous avons reconnu que la communication stratégique avec les médias constitue une fonction technique essentielle pour encourager la communication en faveur de la santé, afin que notre voix inspirant la confiance puisse continuer à être entendue dans toute la Région. Cela s'avère déjà inestimable dans la lutte contre l'infodémie liée à la COVID-19.

Nous touchons plus de personnes que jamais grâce à des produits et stratégies de communication innovants et proactifs. Plus de 1,2 milliard de personnes ont consulté notre page Facebook officielle au cours des sept derniers mois, et notre page Twitter compte désormais plus d'abonnés, connus sous le nom de « followers », que n'importe quel autre Bureau régional de l'OMS.

De même, notre capacité améliorée de mobilisation stratégique des ressources porte déjà ses fruits. Nous avons mobilisé une part plus importante des ressources dont nous avons besoin pour lutter contre la COVID-19 que toute autre Région de l'OMS.

Mais nous devons faire beaucoup plus pour progresser dans un environnement de financement difficile. De ce fait, nous sommes en train d'élaborer un nouveau cadre pour canaliser les ressources financières, techniques et en nature de manière à initier un mouvement plus fort en faveur de l'investissement pour la santé, dans le cadre d'une collaboration dans toute la Région.

Par-dessus tout, nous nous sommes engagés à renforcer et à approfondir nos relations avec les États Membres ainsi qu'avec les organisations partenaires.

La reconnaissance du fait que l'OMS ne peut pas réaliser seule les changements nécessaires est au cœur de la *Vision 2023*. Ce n'est qu'en catalysant l'action dans toute la Région et au-delà que nous pourrons réussir.

Les événements récents ont montré le pouvoir du partenariat. L'effroyable explosion survenue au Liban a provoqué une énorme manifestation de solidarité. Et la riposte face à la pandémie de COVID-19 porte ce mouvement à niveau supérieur.

Non moins de 28 grands donateurs soutiennent les efforts de riposte. Le groupe de crise régional pour la lutte contre la COVID-19 regroupe 35 partenaires techniques et opérationnels. Dans tous les pays, nous assistons à une action multipartite sans précédent.

Nous nous employons à faire de ce type de collaboration à fort impact une caractéristique durable de notre Région. Notre nouveau programme de partenariat régional dédié vise à renforcer nos partenariats existants et à en créer de nouveaux.

Les pays de la Méditerranée orientale jouent un rôle de premier plan dans le cadre du Plan d'action mondial pour permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous. Un Forum régional de la santé en mars a stimulé le travail multi-institutionnel pour aider à atteindre les Objectifs de développement durable liés à la santé, et nous sommes impatients de lancer une Alliance régionale de la santé.

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes confrontés à de grands défis.

Même avant que la pandémie ne frappe, nous étions en retard sur de nombreux objectifs stratégiques.

Maintenant, plus que jamais, nous devons nous rassembler afin de surmonter cette urgence mondiale, de mettre en place des systèmes de santé plus résilients et d'offrir à tous nos populations les services de santé de qualité dont elles ont besoin.

Ensemble, nous pouvons instaurer la santé pour tous et par tous.